



REGISTRE DES DÉLIBÉRATIONS DU CONSEIL MUNICIPAL

Nombre de conseillers en exercice : 33

L'an deux mille vingt quatre, le vingt quatre juin à 18 heures 00 par suite de la convocation de Monsieur le Maire en date du 18 juin 2024 le Conseil Municipal s'est réuni à la Maison de l'Enfance et de la Famille - Salle La Minot, sous la présidence de Monsieur Jérôme DUBOST, Maire

Présent(e)s : 23

Jérôme DUBOST, Fabienne MALANDAIN, Nicolas SAJOUS, Eric LE FEVRE, Pascale GALAIS, Yannick LE COQ, Christel BOUBERT, Sylvain CORNETTE, Véronique BLONDEL, Gilles BELLIERE, Patrick DENISE, Cédric DESCHAMPS-HOULBREQUE, Isabelle NOTHEAUX, Aurélien LECACHEUR, Nicolas BERTIN, Isabelle CREVEL, Thierry GOUMENT, Jean-Luc HEBERT, Alik PERENDOUKOU, Virginie VANDAELE, Laurent GILLE, Nicole LANGLOIS, Arnaud LECLERRE

Excusé(e)s ayant donné pouvoir : 9

Agnès SIBILLE donne pouvoir à Nicolas SAJOUS
Édith LEROUX donne pouvoir à Virginie VANDAELE
Jean-Pierre LAURENT donne pouvoir à Patrick DENISE
Andrée BAR donne pouvoir à Véronique BLONDEL
Catherine OMONT donne pouvoir à Isabelle NOTHEAUX
Philippe QUERNE donne pouvoir à Yannick LE COQ
Corinne CHOUQUET donne pouvoir à Laurent GILLE
Virginie LAMBERT donne pouvoir à Arnaud LECLERRE
Agnès MONTRICHARD donne pouvoir à Nicole LANGLOIS

Excusé(e)s / Absent(e)s : 1

Damien GUILLARD

Secrétaire de séance

Aurélien LECACHEUR est désigné Secrétaire de séance

La présente délibération pourra faire l'objet d'un recours devant le Tribunal Administratif de Rouen dans un délai de deux mois suivant sa date de publication ou de sa notification et conformément aux dispositions des articles R421-1 à R421-5 du code de justice administrative. Le Tribunal susmentionné peut être saisi par l'application « Télérécours citoyens » accessible à l'adresse suivante : www.telerecours.fr

CONSEIL MUNICIPAL du 24 juin 2024

M_DL240624_067

CONSEIL MUNICIPAL - RÈGLEMENT INTÉRIEUR DU CONSEIL MUNICIPAL - MODIFICATION - NOUVELLES RÈGLES DE PUBLICATION - MISE A JOUR DES COMMISSIONS MUNICIPALES - ADOPTION

M. Jérôme DUBOST, Maire - Le présent règlement a été élaboré en application de l'article L.2121-8 du Code général des collectivités territoriales.

Il a pour objet de prévoir et d'organiser l'exercice des pouvoirs au sein du conseil municipal. Il définit notamment les modalités de fonctionnement interne de l'instance dans le respect des lois et règlements.

Le règlement intérieur du conseil municipal a été adopté à l'unanimité le 20 juillet 2020 et modifié les 16 novembre 2020 et 5 juillet 2021.

Il convient de revoir ce règlement intérieur pour prendre en compte de nouvelles modifications :

- L'ajout des solidarités dans la commission municipale n°7 Administration générale,
- La publication sur le site internet de la ville des actes administratifs : La réforme issue de l'article 78 de la loi n°2019-1461 du 27 décembre 2019 relative à l'engagement dans la vie locale et à la proximité de l'action publique a habilité le gouvernement à modifier par voie d'ordonnance « les règles relatives à la publicité des actes des collectivités et de leurs groupements, à leur entrée en vigueur, à leur conservation ainsi qu'au point de départ du délai de recours contentieux, dans le but de simplifier, de clarifier et d'harmoniser ces règles et de recourir à la dématérialisation. » Ainsi l'ordonnance n°2021-1310 et le décret n°2021-1311 du 7 octobre 2021 sont venus apporter d'importantes modifications aux règles de publicité, d'entrée en vigueur et de conservation des actes pris par les collectivités territoriales et leurs groupements. A compter du 1^{er} juillet 2022, les actes pris par les collectivités de plus de 3 500 habitants et leurs groupements, en dehors des actes individuels, doivent être obligatoirement publiés sous format électronique.

Une erreur matérielle survenue lors des précédentes modifications :

- La reprise des termes actés concernant l'expression politique et vie démocratique dans le règlement intérieur adopté lors du conseil municipal du 16 novembre 2020, omis lors de la dernière modification en date du 5 juillet 2021.

Il est donc proposé au Conseil Municipal d'adopter son nouveau règlement intérieur.

Compte tenu de ces éléments d'information, je vous propose d'adopter la délibération suivante :

LE CONSEIL MUNICIPAL,

VU le Code général des collectivités territoriales et notamment son article L.2121-8 ;

La présente délibération pourra faire l'objet d'un recours devant le Tribunal Administratif de Rouen dans un délai de deux mois suivant sa date de publication ou de sa notification et conformément aux dispositions des articles R421-1 à R421-5 du code de justice administrative. Le Tribunal susmentionné peut être saisi par l'application « Télérecours citoyens » accessible à l'adresse suivante : www.telerecours.fr

VU la loi n°2019-1461 du 27 décembre 2019 relative à l'engagement dans la vie locale et à la proximité de l'action publique et notamment article 78,
VU l'ordonnance 2021-1310 du 7 octobre 2021 portant réforme des règles de publicité, d'entrée en vigueur et de conservation des actes pris par les collectivités territoriales et leurs groupements,
VU le décret 2021-1311 du 7 octobre 2021 portant réforme des règles de publicité, d'entrée en vigueur et de conservation des actes pris par les collectivités territoriales et leurs groupements,
VU la circulaire du 1^{er} juillet 2022 portant sur la réforme des règles de publicité d'entrée en vigueur et de conservation des actes pris par les collectivités territoriales et leurs groupements,
VU les délibérations de la ville de Montivilliers n°2020.07/106 du 20 juillet 2020, n° 2020.11/176 du 16 novembre 2020 et 2021.07/95 du 5 juillet 2021 portant approbation du règlement intérieur du Conseil Municipal,

CONSIDÉRANT

- qu'à compter du 1^{er} juillet 2022, les actes pris par les collectivités de plus de 3 500 habitants et leurs groupements, en dehors des actes individuels, doivent être obligatoirement publiés sous format électronique ;
- qu'il apparaît nécessaire d'intégrer les solidarités dans la commission municipale n°7 Administration générale ;
- que la rectification d'une erreur matérielle survenue lors de la dernière modification du règlement intérieur implique de revoir le chapitre 6 : Expression politique et vie démocratique ;
- qu'il convient de modifier le règlement intérieur pour prendre en compte ces modifications,

Sa commission municipale n°7, Administration générale réunie le 12 juin 2024, consultée ;

VU le rapport de Monsieur **Jérôme DUBOST**, Maire ;

Après en avoir délibéré,

DÉCIDE

- **D'adopter le nouveau règlement intérieur du Conseil Municipal annexé.**

Sans incidence budgétaire

ADOPTÉE À L'UNANIMITÉ DES SUFFRAGES EXPRIMÉS.

Pour : 32

Contre : 0

Ainsi délibéré, les jours, mois et an susdits.

Pour extrait conforme au registre dûment signé.

